



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 19/04/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUBRON Armand
417 LD La Doltière
GESTÉ
49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2024_03_27 Rapport Inspection AUBRON Armand

Code AIOT : 0054900901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement AUBRON Armand implanté 417 LD La Doltière - GESTÉ - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Contrôle au titre des installations classées ciblé sur la prévention des accidents en élevage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBRON Armand
- 417 LD La Doltière - GESTÉ - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054900901
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
5	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
12	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	3 mois
13	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Implantation et distances	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-1	Demande d'action corrective	3 mois
15	Transformation des fumiers	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-7	Demande d'action corrective	3 mois
16	Contrôle et suivi du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-8	Demande d'action corrective	3 mois
17	Utilisation du compost	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-9	Demande d'action corrective	3 mois
18	Gestion des flux et auto-contrôles	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-10	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
7	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
11	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire, un dossier technique afin d'actualiser le plan d'épandage et les modifications apportées à l'installation ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur la thématique compostage ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur la thématique prévention des accidents ;
- Mettre en place des extincteurs adaptés aux risques à défendre, ainsi que des consignes de sécurité. Les extincteurs doivent également faire l'objet de vérifications périodiques ;
- Réaliser la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets pour l'année 2023.
- Réaliser un contrôle des installations électriques conformément aux règlements et aux normes applicables ;
- Associer à une capacité de rétention, les stockages de produits liquides inflammables, ainsi que tous les autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur l'ouvrage de prélèvements d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1^{er} janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs</p>

annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté des plans permettant de localiser les zones à risques et les moyens de lutte adaptés aux risques. Il est préconisé de rassembler l'ensemble des informations susvisées sur un plan global de l'installation afin d'avoir plus de lisibilité.

Le plan devra être complété avec les quantités maximales des matières combustibles et des matières dangereuses susceptibles d'être stockées sur l'installation, ainsi que l'emplacement des vannes de barrage et des coupures électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Constats :

L'accès aux différentes parties de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes) est aisé et les chemins sont correctement empierrés et carrossables pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

- Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'extincteurs portatifs dans les sas sanitaires des bâtiments d'élevage A, B et C dont le dernier contrôle a été réalisé en 2019. Des extincteurs sont à prévoir dans le sas sanitaire du bâtiment d'élevage D, ainsi qu'à proximité du stockage d'hydrocarbure, de la plateforme de compostage, du groupe électrogène et des chaudières gaz. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent faire l'objet de contrôles périodiques et être adaptés aux risques à défendre (extincteurs au dioxyde de carbone à proximité des armoires/locaux électriques, et extincteur à poudre polyvalente à proximité des stockages de fioul/gaz).

- La défense externe contre l'incendie est assurée par une mare située à moins de 200 mètres du risque à défendre. Une signalétique est à mettre en place pour indiquer l'accès au service de secours en cas de besoin.

- Les vannes de barrage gaz sont installées et identifiées dans un boîtier sous verre dormant pour les bâtiments d'élevage C et D ainsi que pour les chaudières gaz. Concernant les bâtiments d'élevage A et B, il a été constaté l'absence de vannes de barrage gaz.

- Les consignes de sécurité ne sont pas affichées sur l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques et réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un

registre des risques.
Constats : - Depuis le dernier contrôle réalisé le 11 septembre 2019, qui mentionnait que le contrôle électrique devait être réalisé par un organisme de contrôle accrédité COFRAC 17020, aucun contrôle électrique n'a été réalisé. Je vous rappelle que ce contrôle est à réaliser tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Les anomalies constatées lors de ce contrôle doivent faire l'objet d'une remise en conformité. - Concernant les chaudières gaz, celles-ci sont entretenues et vérifiées annuellement par un professionnel. Les justificatifs de contrôle doivent être transmis au service d'inspection. - A ce jour, aucun registre des risques n'est présent sur l'installation. Celui-ci doit être constitué des éléments suivants : le plan des zones à risques, le contrôle des installations électriques, techniques et des extincteurs, ainsi que les fiches techniques des produits désinfectants ou dangereux. Ces documents doivent être présents dans le registre des risques, et tenus à disposition des services de secours et d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Consignes. Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes précisent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
Constats : Les consignes sur l'interdiction d'apporter du feu, sur la procédure d'alerte, les mesures à prendre en cas de sinistre, sur l'emploi des produits et sur les mesures à mettre en œuvre lors d'une détérioration d'une rétention sont absentes. Celles-ci sont à réaliser et à mettre dans le registre des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Travaux. Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;- les moyens et consignes d'alerte. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Les consignes d'alerte lors de travaux dans une zone à risque sont absentes. Celles-ci sont à réaliser et à mettre dans le registre des risques.- Une évaluation des risques et des moyens de protection est également à prévoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
Constats : De part la mise en place des mesures de biosécurité relatives aux élevages de volailles, l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.
 Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
 Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
 Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.
 L'exploitant veille au bon état des rétentions.
 Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
 Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
 Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

Constats :

- Le stockage du GNR présent au niveau de l'atelier est réalisé dans une cuve simple paroi non associée à une capacité de rétention. Il en est de même concernant les bidons d'huiles et autres produits dangereux présents au niveau de l'atelier. Le projet en cours de réaménagement de l'atelier et du bureau doit associer tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement à une capacité de rétention.
- Le stockage du GNR présent au niveau du groupe électrogène est réalisé dans une cuve double paroi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.

Constats :

L'ouvrage de prélèvement d'eau localisé sur la parcelle cadastrale n° 0437 section 0Y de la commune déléguée de GESTÉ, n'est pas équipé d'un compteur volumétrique. Dans ce sens, aucun relevé mensuel n'est réalisé afin de connaître la quantité d'eau prélevée annuellement et de prévenir les éventuelles fuites sur le réseau privé.

L'ouvrage de prélèvements d'eau est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : La protection de la tête du forage doit être complétée par un dispositif de sécurité pour sécuriser l'accès à l'ouvrage et d'une cimentation autour de la tête du forage au fond du citerneau.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.
Constats : Sans objet pour les installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être

remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

Constats :

Suite aux évolutions récentes du plan d'épandage validé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5/10/2015 (dissolution de la société SCEA AUBRON et reprise des parcelles d'épandage par les entreprises individuelles AUBRON Françoise et AUBRON Armand, il est nécessaire de le mettre à jour.

Dans ce sens, afin d'acter les modifications apportées au plan d'épandage, un porté à connaissance avec les éléments suivants doit être déposé en préfecture :

- la liste des surfaces épandables par exploitant, accompagné d'un bilan de fertilisation par exploitation et des conventions d'épandage établies entre l'entreprise individuelle AUBRON Armand et les prêteurs de terres ;
- les études agro-pédologiques des surfaces d'épandage, sauf pour celles ayant déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée ;
- la cartographie mise à jour en tenant compte des éléments environnants et des zones d'exclusion réglementaires ;
- la démonstration du dimensionnement du plan d'épandage afin de respecter l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

Constats :

La déclaration annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac n'a pas été réalisée pour l'année 2023. Je vous rappelle qu'en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, celle-ci doit être effectuée pour une année N avant le 31 mars N + 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Implantation et distances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-1

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande (Annexe I).

Le stockage de gaz est conforme aux prescriptions de l'Annexe III.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales à l'ouest du nouveau poulailier. L'intégration paysagère est mise en place dans l'année qui suit la mise en service du projet.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la Préfecture avant leur réalisation.
Constats : <p>Dans le cadre du contrôle, vous nous avez évoqué un projet de réaménagement de l'annexe atelier/bureau afin de réaliser un nouveau local eau. L'objectif de cet aménagement est d'améliorer la distribution de l'eau provenant du forage vers les bâtiments d'élevage et les annexes. Je vous rappelle que toute modification apportée à l'installation doit être portée à la connaissance de la Préfecture avant sa réalisation.</p> <p>De plus, l'affectation des habitations situées à proximité immédiate de l'installation ayant évoluée, une mise à jour du plan de masse doit être réalisée. Celle-ci doit inclure également le pont bascule installé sur le site.</p> <p>L'intégration paysagère prévue à l'ouest du bâtiment d'élevage D a été réalisée suite à la mise en service du poulailler.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Transformation des fumiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-7
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : <p>L'unité de compostage est couverte et elle constituée d'une zone de fermentation et d'une zone de maturation.</p> <p>Le procédé de compostage est effectué par retournement des andains.</p>
Constats : <p>La zone de compostage couverte est constituée d'une aire de fermentation et d'une aire de maturation.</p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté sur la plateforme de compostage, un tas de compost stocké en attente d'être épandu. Selon vos dires, le dernier lot composté a été directement stocké au champ en vu des épandages de printemps.</p> <p>Après contrôle du parcellaire d'épandage, il a été constaté sur les parcelles n° 1 et 2, îlots n° 3 et 4 appartenant à l'entreprise individuelle AUBRON Françoise, la présence de tas stockés au champ. Les produits stockés au champ dégagent une forte odeur de fumiers de volailles et n'ont pas du tout l'aspect d'un compost normalisé.</p> <p>Le plan prévisionnel de fumure pour la campagne culturale 2023/2024 doit être transmis au service d'inspection afin de justifier l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore sur les parcelles susvisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Contrôle et suivi du procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-8
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : <p>Le procédé de traitement doit respecter les étages présentés dans le dossier technique déposé, ainsi que la réalisation de l'ensemble des enregistrements.</p> <p>La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication ...).</p>

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage et en particulier, les mesures des températures, le rapport C/N (carbone/azote), l'humidité, les périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de températures sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée sur chaque lot.

Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une période minimum de 10 ans.

Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté un cahier de suivi du compostage. Celui-ci indique pour les 7 derniers lots, la date de mise en place du fumier en fermentation, les relevés de température réalisés tous les 5 jours, ainsi que la durée du compostage.

Les mesures de température réalisées à une fréquence de 5 jours sont conformes au process de fabrication.

Néanmoins, les andains doivent faire l'objet d'au minimum 2 retournements pendant la phase de fermentation et non pas d'un seul retournement à la fin de la phase de fermentation.

De plus, lors du contrôle du 6 septembre 2019, il avait été constaté l'exportation d'environ 480 tonnes de fumier de volailles vers M. BRUNETIERE afin de respecter l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble du parcellaire d'épandage autorisé. Or selon vos dires, depuis vos premiers lots de volailles de chair en mars 2023 et jusqu'aux derniers lots sortis en février 2024, l'ensemble des fumiers de volailles ont été compostés sur l'unité de compostage et épandus ou prévus d'être épandus sur le parcellaire d'épandage autorisé.

En l'absence d'exportation entre mars 2023 et février 2024, les justificatifs permettant de s'assurer du respect de l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore sur le parcellaire d'épandage autorisé doivent être transmis au service d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Utilisation du compost

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-9

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural.

À défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites au 15°.

Constats :

La dernière analyse qui a été réalisée en 2017, est la seule analyse effectuée depuis le démarrage de l'unité de compostage.

Je vous rappelle qu'au titre de la norme NF U44-051, pour un tonnage produit compris entre 350 et 3 500 t /an, vous devez réaliser au minimum 3 analyses par an sur les critères agronomiques et 2 analyses par an pour les éléments traces métalliques et les critères microbiologiques. Les indicateurs de traitement de compostage sont à vérifier 1 fois / an (E. Coli et Entérocoques). Les éléments à

rechercher sont définis dans la norme NF U44-051.

En l'absence d'analyses réalisées depuis 2017, le produit sortant de l'unité de compostage ne répond pas à la norme NF U44-051. Ainsi, il demeure un effluent d'élevage devant être soit épandu sur des surfaces autorisées ou soit destiné à une unité de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Gestion des flux et auto-contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3-10

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Afin d'assurer une traçabilité du produit transformé, l'exploitant tient un registre comportant à minima les informations suivantes pour les produits commercialisés :

- date de départ du site
- nom, adresse et coordonnées du destinataire
- nom du transporteur
- quantité en tonnes ou/et en m³
- analyses réalisées.

Constats :

En l'absence d'un registre de traçabilité des flux, l'exploitant n'a pas pu justifier l'exportation des 7 lots de compost produits sur l'unité de compostage depuis la reprise de l'installation.

Je vous rappelle que pour assurer une traçabilité du produit transformé, un registre comportant à minima les informations suivantes doit être mis en place : la date de départ du site, les noms, adresses et coordonnées de l'expéditeur et du destinataire, le nom du transporteur et la quantité.

Un récapitulatif des flux des 7 lots de compost produits sur l'unité de compostage doit être transmis au service d'inspection afin de justifier l'exportation des produits transformés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois